

# Tchéchénie: traitement des PTSD

## Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Fiorenza Kuthan

Weyermannsstrasse 10  
Case postale 8154  
CH-3001 Berne

Pour les colis:  
Weyermannsstrasse 10  
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75  
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch  
www.osar.ch

CCP 30-16741-4  
**Compte dons**  
**CCP 30-1085-7**

Berne, le 5 octobre 2011



## Introduction

Sur la base d'une demande soumise au mois de juillet 2011 à l'analyse-pays de l'OSAR, nous avons traité le sujet suivant:

Le requérant, d'origine Tchéchène, a vécu la guerre en Tchétchénie lorsqu'il était enfant. Des membres de sa famille ont été victimes de la guerre et lui-même aurait été arrêté et détenu. Le requérant souffre aujourd'hui de syndrome de stress post-traumatique (PTSD) (ICD-10, F43.1) et de troubles anxieux et dépressifs mixtes (ICD-10, F41.2). Il nécessite un suivi psychiatrique et une prise en charge psychothérapeutique dans un milieu sécurisé ainsi que la prise du médicament Redormin.

Les questions qui ont été soulevées sont les suivantes:

1. Est-ce que les soins psychiatriques, psychothérapeutiques et médicamenteux nécessaires au traitement des PTSD sont disponibles en Tchétchénie et, si oui, où sont-ils disponibles?
2. Pourriez-vous nous fournir des informations au sujet du type de thérapies disponibles et de la qualité des traitements qui peuvent être dispensés en Tchétchénie?
3. Quel est le coût des traitements ainsi que du médicament Redormin?
4. Y-a-t-il des obstacles à l'obtention de ces soins?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR observe les développements dans le Caucase du Nord depuis plusieurs années.<sup>1</sup> Les informations publiquement accessibles au sujet des soins de santé mentale en Tchétchénie étant très limitées, nous avons contacté une spécialiste<sup>2</sup> afin d'entreprendre cette recherche. Les informations présentées ci-dessous reposent en grande partie sur cette évaluation ainsi que sur nos propres recherches et sur les informations complémentaires qui nous ont été fournies par une deuxième personne de contact.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine).

<sup>2</sup> Nous avons demandé à Mme K. d'entreprendre des recherches. Mme K. travaille pour une organisation renommée de défense des droits humains en Russie. Dans un email daté du 19 septembre 2011, elle nous a transmis des informations au sujet du traitement des PTSD en Tchétchénie. Pour des raisons de protection, ses coordonnées ne sont pas rendues publiques.

<sup>3</sup> Nous avons également obtenu des renseignements d'une personne de contact, défenseur des droits humains en Tchétchénie. Pour des raisons de protection, notre personne de contact désire rester anonyme.

# 1 Introduction: le système de santé russe et l'accès aux soins

La situation des soins de santé et plus particulièrement la question de l'accès aux soins de santé en Russie est problématique. Si officiellement toutes les personnes sont supposées recevoir les soins médicaux dont elles ont besoin de façon gratuite<sup>4</sup>, dans la pratique cela ne se réalise souvent pas.<sup>5</sup> En effet, afin de recevoir les traitements médicaux de façon gratuite, une personne doit être enregistrée officiellement dans son lieu de résidence, suite à quoi elle peut souscrire à l'assurance maladie obligatoire (payante)<sup>6</sup>. La personne a ensuite le droit de se faire soigner gratuitement mais *uniquement* dans le lieu où elle est enregistrée et où elle a souscrit à l'assurance maladie. Ce n'est que dans le cas où les traitements nécessaires ne sont pas disponibles dans le lieu de résidence qu'un transfert dans une autre ville ou région est *théoriquement* possible: toutefois en réalité, les patients originaires de Tchétchénie par exemple ne sont pas transférés dans d'autres villes et ce, même lorsque leur état de santé est très grave.<sup>7</sup>

Même lorsque les traitements sont présents dans le lieu de résidence, les patients doivent généralement payer des sommes d'argent aux médecins ou infirmières afin d'être pris en charge.<sup>8</sup> Selon une infirmière travaillant dans un hôpital ophtalmologique étatique, les soins gratuits sont généralement ceux que les patients ne nécessitent pas, alors que les traitements nécessaires et indispensables à la survie d'un patient sont payants.<sup>9</sup> Un traitement médical gratuit ne semble être possible que lorsqu'un patient bénéficie d'un traitement de faveur en raison de son travail ou de sa fonction dans l'administration ou lorsqu'il vit et est enregistré dans une région économiquement prospère.<sup>10</sup>

Les ressources financières allouées par l'Etat au secteur de la santé publique sont insuffisantes et approximativement le 80 pour cent des institutions médicales publiques sont financées par les budgets régionaux ou municipaux, qui n'ont toutefois pas les ressources financières adéquates pour assurer cette tâche.<sup>11</sup> Le sous-financement du secteur de la santé ainsi que la crise économique vécue par la Russie depuis 1991 ont des conséquences également sur les infrastructures: dans de nombreuses régions, des hôpitaux délabrés reposent sur des équipements obsolètes de l'ère soviétique.<sup>12</sup> En outre, les institutions médicales de base sont en man-

<sup>4</sup> La Constitution russe garantit les soins de santé gratuits pour tous. Radio Free Europe, Russian Health care provides no real safety net, 14 août 2011: [www.rferl.org/content/russian\\_health\\_care\\_provides\\_no\\_real\\_safety\\_net/24296527.html](http://www.rferl.org/content/russian_health_care_provides_no_real_safety_net/24296527.html).

<sup>5</sup> Renseignement par email de Mme K., 19 septembre 2011.

<sup>6</sup> Radio Free Europe, Russian Health care provides no real safety net, 14 août 2011.

<sup>7</sup> Renseignement par email de Mme K., 19 septembre 2011.

<sup>8</sup> Radio Free Europe, Russian Health care provides no real safety net, 14 août 2011.

<sup>9</sup> Ibidem.

<sup>10</sup> Information du Tribunal de Saarland, dans une décision du 19 mars 2004, citée par: Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), Tschetschenien: Zugang zu psychotherapeutischer Behandlung; Kinderschutzzentren, 22 septembre 2006: [www.ecoi.net/file\\_upload/response\\_en\\_64761.html](http://www.ecoi.net/file_upload/response_en_64761.html).

<sup>11</sup> International Organization for Migration (IOM), Information on Return and Reintegration in the Countries of Origin – IRRICO, Russian Federation, mise à jour du 13 novembre 2009: <http://irrico.belgium.iom.int/images/stories/documents/russia%20edited.pdf>.

<sup>12</sup> Ibidem.

que de personnel<sup>13</sup>, les médecins ne sont souvent pas formés de façon adéquate et sont insuffisamment rémunérés.<sup>14</sup>

La qualité des services de santé publique se retrouve donc fortement affectée. Depuis les années 1970 un déclin dans la qualité des soins a été observé: si la Russie était alors classée par l'OMS à la 22<sup>ème</sup> place dans le monde en termes de qualité et d'accessibilité des services de santé, le pays occupe aujourd'hui la 130<sup>ème</sup> place.<sup>15</sup>

Un nouveau secteur privé et payant, inaccessible à la majorité des personnes,<sup>16</sup> s'est développé parallèlement au secteur public et un système à deux vitesses s'est donc créé.<sup>17</sup> Ainsi, Aleksandr Saversky, le directeur de la *Patient's Rights Protection League*, estime que l'accès aux soins de santé est de plus en plus divisé en Russie.<sup>18</sup> Les quelques personnes qui ont les moyens peuvent se payer des soins médicaux dans des cliniques privées ou à l'étranger et la grande majorité de la population est quasiment laissée pour compte ou forcée à payer des dessous-de-table aux médecins afin d'être pris en charge.<sup>19</sup>

A cela, il faut également ajouter le problème des différences régionales dans l'accès et la disponibilité de soins de santé: si à Moscou ou dans d'autres grandes villes il est possible de trouver une grande palette de soins médicaux (moyennant un paiement), en dehors des limites des villes les personnes ne jouissent pas des mêmes droits.

**Dans le Caucase du Nord, et plus particulièrement en Tchétchénie**, le secteur de la santé publique manque d'un équipement médical de base et de médicaments.<sup>20</sup> Un rapport du Ministère fédéral autrichien de l'intérieur daté de septembre 2009 cite le témoignage d'un professeur de l'Académie russe des Sciences qui estime que les traitements médicaux disponibles en Tchétchénie sont basiques et qui soulève le problème du manque de personnel qualifié et formé.<sup>21</sup> Selon Médecins Sans Frontières en outre, les problèmes de sécurité affectent également la disponibilité des soins médicaux.<sup>22</sup>

---

<sup>13</sup> Ibidem.

<sup>14</sup> United Kingdom: Home Office, Operational Guidance Note: Russian Federation, 17 novembre 2008: [www.unhcr.org/refworld/docid/492167952.html](http://www.unhcr.org/refworld/docid/492167952.html).

<sup>15</sup> Radio Free Europe, Russian Health care provides no real safety net, 14 août 2011.

<sup>16</sup> Rapport de UK Foreign and Commonwealth Office, Russian Healthcare Market, pas de date, cité dans: Refugee documentation centre (Ireland), Russian Federation – Information on the availability and quality of healthcare for people with dementia and the elderly in Russia, 10 novembre 2009: [www.unhcr.org/refworld/country,,RDCI,,RUS,,4b029f9513,0.html](http://www.unhcr.org/refworld/country,,RDCI,,RUS,,4b029f9513,0.html).

<sup>17</sup> Council of Europe, Office of the Commissioner for Human Rights, report by Mr. Alvaro Gil-Robles, commissioner for human rights, on his visits to the Russian Federation, 20 avril 2005, p. 94: <https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?id=846655>.

<sup>18</sup> Radio Free Europe, Russian health care provides no real safety net, 14 août 2011.

<sup>19</sup> Ibidem.

<sup>20</sup> Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), Chechnya: Summary of the ACCORD-UNHCR Country of Origin Information Seminar, avril 2008: [www.unhcr.org/refworld/docid/480dfb652.html](http://www.unhcr.org/refworld/docid/480dfb652.html).

<sup>21</sup> Austrian Federal Ministry of the Interior, FFM Moscow 2008 – A joint mission by experts from Belgium, Austria and Poland, 10 September 2009, p. 22: [www.bmi.gv.at/cms/BMI\\_Service/Report\\_FFM\\_Moscow\\_2008.pdf](http://www.bmi.gv.at/cms/BMI_Service/Report_FFM_Moscow_2008.pdf).

<sup>22</sup> Médecins Sans Frontières, IAR 2010 – Russian Federation, 2 août 2011: [www.msf.org/msf/articles/2011/08/iar-2010---russian-federation-cfm](http://www.msf.org/msf/articles/2011/08/iar-2010---russian-federation-cfm).

## 2 Soins de santé mentale et possibilités de traitement des PTSD en Tchétchénie

Le rapport du séminaire sur la Tchétchénie organisé par ACCORD et le UNHCR en 2007 estimait qu'il n'existait, à cette époque, aucune possibilité de traitement des PTSD en Tchétchénie, ni pour les civils ni pour les anciens soldats ou officiers.<sup>23</sup>

Les résultats de la recherche entreprise par notre personne de contact rejoignent cette conclusion. En effet, à l'heure actuelle, il n'existe pas de centre spécialisé dans le traitement des PTSD en Tchétchénie. Un représentant de l'organisation Médecins Sans Frontières interviewé par notre personne de contact estime qu'il serait très difficile de traiter une personne présentant ce diagnostic en Tchétchénie. En effet, les seuls projets de santé mentale disponibles dans le Caucase du Nord à l'heure actuelle sont:

**a. Un projet islamique** qui, selon notre personne de contact, ne peut pas être classifié comme étant un projet de santé offrant une thérapie médicale mais qui doit plutôt être considéré comme un projet avec une fonction sociale.

**b. Un programme de International Medical Corps** qui vise à fournir un soutien psychosocial dans les services de santé primaires du Caucase du Nord.<sup>24</sup> Il s'agit toutefois ici d'un projet qui fournit un soutien très basique<sup>25</sup> qui ne serait pas approprié pour quelqu'un nécessitant un traitement psychiatrique et psychothérapeutique professionnel.

**c. Un projet de MSF Hollande en république d'Ingouchie.** Notre personne de contact estime qu'il s'agirait là de l'endroit le plus proche pour se faire traiter. Toutefois, les centres médicaux en Ingouchie ne prennent en charge que les résidents d'Ingouchie et n'acceptent pas de prendre en charge des personnes qui résident dans d'autres républiques. Ceci est le cas également dans ce projet spécifique.

**d.** Selon une deuxième personne de contact, il existerait également en Tchétchénie un **projet d'une ONG** pour les personnes qui ont été victimes de traumatismes. Toutefois, cette organisation ne dispenserait qu'une aide de base de premier secours et n'offrirait aucune possibilité de psychothérapie.<sup>26</sup>

---

<sup>23</sup> Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation (ACCORD), Chechnya: Summary of the ACCORD-UNHCR Country of Origin Information Seminar, avril 2008.

<sup>24</sup> International Medical Corps, War leaves a legacy of pain and hardship in Chechnya, Zara Kamurzoeva, 28 avril 2011: <http://reliefweb.int/node/403500>.

<sup>25</sup> Le projet forme les employés travaillant dans le domaine de la santé à reconnaître les signes de stress émotionnel et de maladie mentale, il vise à leur apprendre comment examiner les bénéficiaires qui présentent ces signes ainsi qu'à offrir les «basic steps for support and rehabilitation». Voir: International Medical Corps, War leaves a legacy of pain and hardship in Chechnya, Zara Kamurzoeva, 28 avril 2011.

<sup>26</sup> Renseignement par email d'une personne de contact défenseur des droits humains en Tchétchénie, septembre 2011.

### 3 Autres possibilités de traitement des PTSD en Russie

Etant donnée la situation des soins de santé en Tchétchénie, les Tchétchènes qui peuvent se le permettre voyagent à Moscou ou dans d'autres parties de la Fédération de Russie pour pouvoir se faire traiter. Toutefois, ils doivent alors prendre en charge les coûts des traitements, étant donné que ceux-ci ne sont généralement «gratuits» que dans le lieu de résidence.<sup>27</sup> En effet, comme nous l'avons souligné dans l'introduction, les personnes vivant en Tchétchénie sont sensées recevoir les traitements uniquement dans le lieu où elles sont enregistrées et où elles ont souscrit à l'assurance maladie obligatoire. Si en principe, il est possible qu'un patient soit transféré dans une autre région si le traitement dont il nécessite n'est pas disponible dans la région où il est enregistré, **en pratique les personnes qui ont besoin de traitements et qui sont originaires de Tchétchénie ne sont pas transférées même lorsque leur situation de santé est des plus critiques.**<sup>28</sup> La seule possibilité est donc d'assumer les coûts pour les soins nécessaires, qui sont toutefois prohibitifs pour une grande partie de la population.

Selon les informations de notre personne de contact, **le centre de référence et le seul centre spécialisé pour le traitement des PTSD** en Russie est le *Serbsky State Scientific Center for Social and Forensic Psychiatry*,<sup>29</sup> basé à **Moscou**. Les consultations au *Serbsky Center* sont payantes et ne sont pas remboursées par l'assurance maladie obligatoire.<sup>30</sup>

Le prix des thérapies pour chaque consultation au *Serbsky Center* se situe entre 1400 et 1700 roubles russes (entre 32 et 39 euros)<sup>31</sup>. Le *Serbsky Center* a indiqué à notre personne de contact qu'il n'existait aucune possibilité de consultation gratuite. Une personne doit suivre le traitement de façon ambulatoire et, si elle provient d'une autre région, elle doit donc louer une chambre à Moscou, pour ensuite se rendre chez le médecin plusieurs fois par semaine, en payant pour chaque consultation. **Selon notre personne de contact cela représente l'équivalent de milliers d'euros pour le traitement dans son entier.**<sup>32</sup>

Une analyse de l'OSAR de 2009 évalue les possibilités de prise en charge des PTSD à Saint-Pétersbourg. Ici aussi, toutefois, un réel traitement pour des personnes qui ne sont pas enregistrées dans la ville n'est possible que de façon payante et les coûts sont prohibitifs pour la plupart des personnes qui ne sont pas enregistrées dans la ville.<sup>33</sup>

<sup>27</sup> Austrian Federal Ministry of the Interior, FFM Moscow 2008 – A joint mission by experts from Belgium, Austria and Poland, 10 September 2009, p. 22.

<sup>28</sup> Renseignement par email de Mme K., septembre 2011.

<sup>29</sup> [http://serbsky.ru/index.php?option=com\\_content&view=article&id=29&Itemid=4](http://serbsky.ru/index.php?option=com_content&view=article&id=29&Itemid=4).

<sup>30</sup> Renseignement par email de Mme K., septembre 2011.

<sup>31</sup> Taux de change du 25 septembre 2011: [www.x-rates.com/calculator.html](http://www.x-rates.com/calculator.html).

<sup>32</sup> Renseignement par email de Mme K., septembre 2011.

<sup>33</sup> En 2009, une expertise de l'OSAR analysait les possibilités de prise en charge des PTSD à Saint-Pétersbourg. Le traitement des PTSD n'avait pas encore atteint un niveau satisfaisant en Russie et les PTSD étaient généralement considérés comme une névrose et traités en conséquence. L'unique possibilité de traitement des névroses à Saint-Pétersbourg était disponible à la clinique universitaire Pavlov. Toutefois, uniquement les personnes enregistrées dans la ville, couvertes par une assurance maladie et envoyées par un psychiatre du district pouvaient être prises en charge de façon gratuite. Pour les personnes qui n'étaient pas enregistrées et qui ne possédaient pas une assu-

## 4 Disponibilité et coût du médicament Redormin

Le médicament Redormin est très difficile à obtenir et son coût est très élevé<sup>34</sup> et à la charge du patient.<sup>35</sup> Selon les informations qui nous ont été fournies, en Tchétchénie on ne le trouve que très rarement. Il est donc nécessaire d'acheter le Redormin à Moscou: pour cela il faut tout d'abord «acheter» une ordonnance en payant un dessous-de-table à un médecin pour ensuite se rendre dans une pharmacie de la ville.<sup>36</sup> Nous n'avons pas pu obtenir d'informations plus précises au sujet du coût de ce médicament.

## 5 Nécessité d'un environnement sécurisé/ situation sécuritaire et des droits humains en Tchéchénie

Lors d'un retour d'une personne sévèrement traumatisée dans son pays d'origine différents facteurs sont à prendre en considération, facteurs qui vont au-delà de la simple disponibilité ou présence de soins médicaux.<sup>37</sup> Un des aspects capitaux à la réussite du traitement des PTSD est que la personne traumatisée retourne dans un contexte où elle puisse se sentir sûre et où sa sécurité physique et émotionnelle puisse être garantie. Le retour dans des lieux ou régions où l'insécurité persiste et dans lesquels les événements traumatisants ont eu lieu peut non seulement affecter une personne de façon importante mais peut également menacer sa santé mentale de façon durable.

Dans ce contexte, il est utile de souligner que la situation actuelle en Tchétchénie ne peut pas être considérée comme étant sûre.<sup>38</sup> Un récent rapport de l'OSAR sur la situation dans le Caucase du Nord révèle que, malgré que Kadyrov tente de donner l'illusion de stabilité et de sécurité, un climat de peur continue de régner en raison de l'atmosphère de répression et des violations continues des droits humains.<sup>39</sup> Il n'existe aucune liberté d'expression, les disparitions forcées restent à l'ordre du jour,<sup>40</sup> tout comme les exécutions extrajudiciaires et les épisodes de violences, qui provoquent de nombreux blessés parmi les populations civiles. La violence est facilitée par l'atmosphère d'impunité présente dans la région. Même le Président Dimitri

---

rance maladie, les soins se révélaient être extrêmement coûteux. L'alternative était de consulter l'hôpital psychiatrique n. 4 qui, toutefois, disposait de capacités extrêmement limitées et n'apportait une aide que dans les cas d'urgence absolue. Voir à ce sujet: OSAR, Fédération de Russie: traitement du PTSD, 20 avril 2009: [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/europe/russie](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/europe/russie).

<sup>34</sup> Renseignement par email d'une personne de contact, défenseur des droits humains en Tchétchénie, septembre 2011.

<sup>35</sup> Ibidem. Il existe des médicaments gratuits pour les personnes handicapées mentales, pour les personnes admises dans les hôpitaux ainsi que pour les personnes qui sont atteintes de schizophrénie et d'épilepsie. La liste de médicaments gratuits pour les patients ambulatoires se limite à des médicaments peu onéreux. Voir à ce sujet: WHO Mental Health Atlas, Russia, 2005: [www.who.int/mental\\_health/evidence/atlas/profiles\\_countries\\_n\\_r1.pdf](http://www.who.int/mental_health/evidence/atlas/profiles_countries_n_r1.pdf).

<sup>36</sup> Renseignement d'une personne de contact, défenseur des droits humains en Tchétchénie, septembre 2011.

<sup>37</sup> Voir pour ces aspects: Gottfried Fischer, Peter Riedesser, Lehrbuch der Psycho-Traumatologie, 2<sup>ème</sup> édition, 1999, p. 225.

<sup>38</sup> OSAR, Caucase du Nord: sécurité et situation des droits humains, 12 septembre 2011.

<sup>39</sup> Ibidem.

<sup>40</sup> Interview avec Igor Kalyapin, publiée dans la version russe de Esquire magazine, août 2011, <http://esquire.ru/kavkazskie-borzye>.

Medvedev a affirmé en novembre 2010 que: «la situation dans le Caucase du Nord ne s'est pratiquement pas améliorée».<sup>41</sup>

Selon les informations qui nous ont été transmises, un environnement sécurisé pour une personne souffrant de PTSD et dont la famille aurait été victime de la guerre en Tchétchénie n'existe ni en Tchétchénie ni ailleurs en Russie. Non seulement elle ne se *sentirait* pas en sécurité mais elle *vivrait* également dans l'insécurité: en effet une personne dont des membres de la famille ont perdu leur vie pendant le conflit armé ou ont été arrêtés ou kidnappés, court le risque d'être perçue comme un potentiel ennemi du régime de Kadyrov et d'être à son tour arrêtée, détenue ou, encore, soumise à des actes de torture.<sup>42</sup>

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Russie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine)

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter](http://www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter)

---

<sup>41</sup> Renseignement par email de Madame K., septembre 2011.

<sup>42</sup> Ibidem. Voir à ce sujet également: OSAR, Caucase du Nord: sécurité et situation des droits humains, 12 septembre 2011.